

Jean-Michel LACROIX, *Histoire du Canada. Des  
origines à nos jours*

Paris, Tallandier, 2016

Jacques-Guy Petit

---



**Édition électronique**

URL : <http://journals.openedition.org/eccs/775>

DOI : 10.4000/eccs.775

ISSN : 2429-4667

**Éditeur**

Association française des études canadiennes (AFEC)

**Édition imprimée**

Date de publication : 1 décembre 2016

Pagination : 149-153

ISSN : 0153-1700

**Référence électronique**

Jacques-Guy Petit, « Jean-Michel LACROIX, *Histoire du Canada. Des origines à nos jours* », *Études canadiennes / Canadian Studies* [En ligne], 81 | 2016, mis en ligne le 03 mars 2017, consulté le 10 décembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/eccs/775> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/eccs.775>

---

AFEC

**Jean-Michel LACROIX, *Histoire du Canada. Des origines à nos jours*, Paris, Tallandier, 2016, 475 pages.**

Le « pays rêvé des Français », deuxième du monde par sa superficie, dixième puissance économique, est encore mal connu (sauf par les membres de l'AFEC !). Les grandes histoires du Canada sont rares, souvent peu accessibles en dehors du *Que Sais-je ?* de Paul-André Linteau, cependant limité par le format de la collection. Quant aux travaux des historiens français, ils portent principalement sur l'Ancienne France et le Québec. La synthèse de Jean-Michel Lacroix comble donc opportunément une lacune, d'autant que nous savons bien que nul n'était plus qualifié pour l'écrire que ce grand spécialiste du Canada, professeur émérite de civilisation nord-américaine à l'université Paris 3 Sorbonne, cheville ouvrière des études canadiennes en France depuis les années 1970 et président honoraire de l'AFEC.

Après le rappel de la spécificité d'un pays continent où l'importance de la géographie le dispute à celle de l'histoire, où la nordicité l'emporte malgré un écoumène concentré dans le sud, à proximité de sa frontière avec les Etats-Unis, l'auteur fait le point sur les origines du peuplement humain de l'Amérique : 15 000 à 20 000 ans avant notre ère par la Béringie, sans doute même 30 000 à 40 000 par le Pacifique. Le Canada a été peuplé par les premiers Amérindiens il y a moins de 10 000 ans, à la fin de la dernière glaciation, les premiers Inuit n'arrivant qu'il y a 4000 ans. Il met en évidence la grande diversité territoriale, culturelle et linguistique des premiers peuples (dix grandes familles linguistiques, plus de 700 langues).

Dès les débuts de la colonisation française, le Canada est difficile à peupler d'immigrants. Il sera marqué par son système seigneurial particulier, une économie dirigée par Versailles, et la forte influence de l'église catholique. Pourtant, la société est cependant plus libre et plus égalitaire qu'en France. Le XVIII<sup>e</sup> siècle est dominé par la guerre franco-anglaise dans toute l'Amérique du nord, l'Angleterre n'acceptant pas la présence de la France à proximité de ses colonies. La conquête anglaise de 1759-1760 puis la guerre d'Indépendance américaine font venir 40 à 50 000 loyalistes anglophones à côté des 90 000 Francophones que compte le Canada à la fin du siècle, les deux peuples étant séparés entre Haut et Bas Canada (Ontario et Québec actuels). Tandis que les migrants anglophones affluent dans le Haut Canada, les Canadiens français, exclus du pouvoir rêvent d'une nation indépendante (cahier de doléances des « Quatre-vingt-douze Résolutions » en 1834). En 1837, dans un contexte de crise agricole, la domination militaire, économique et administrative des

## RECENSION / REVIEW

Anglais sur le Bas Canada suscite la révolte des Patriotes. Elle est très violemment réprimée.

Dans le Canada Uni de 1840, le compromis historique entre les libéraux anglophones et francophones de l'Ouest et de l'Est obtient un gouvernement responsable en 1848. L'union des modérés étendue aux conservateurs et aux Provinces maritimes est à l'origine de la Confédération du Canada (1867) qui regroupe l'Ontario, le Québec, le Nouveau-Brunswick et la Nouvelle-Ecosse. En créant ce Dominion, le Parlement britannique défend les intérêts de la Couronne qui s'inquiète de l'expansionnisme territorial des Etats-Unis. La Confédération, en réalité une fédération, compromis entre les modèles britanniques et américains, s'efforce de concilier unité et diversité en instaurant deux niveaux de responsabilités. Jean-Michel Lacroix souligne combien ce « pacte entre deux nations » définies autour de la langue et de la religion, est la matrice de nombreux conflits ultérieurs.

Jusqu'en 1896, le long règne des conservateurs, marqué par le fédéralisme autoritaire de Mac Donald, réussira une révolution industrielle basée sur la construction des grandes lignes ferroviaires reliant l'Atlantique au Pacifique, ce qui permettra, avec une politique d'immigration très volontariste, le développement de l'Ouest et de ses ressources naturelles. Le Manitoba en 1870, puis la Colombie britannique en 1871, rejoignent la Confédération. Les inégalités s'accroissent avec le Québec, massivement rural, dont le retard économique est indéniable. L'auteur reste prudent sur les causes de ce retard qui a nourri ce que l'on a appelé le mythe national de la survivance depuis le milieu du siècle.

A juste titre, un peu plus de la moitié de l'ouvrage est consacrée à la période la plus contemporaine, de 1896 à nos jours, celle de la montée en puissance, puis de l'affirmation du Canada. Les libéraux occupent presque toujours le pouvoir fédéral avec de grands leaders, de Wilfrid Laurier à Pierre Elliott Trudeau, en passant par William Lyon Mackenzie King. Les conservateurs, de R.L. Borden à John Diefenbaker et Stephen Harper, n'ont gouverné que deux décennies. Harper (2006-2015) a refusé de prendre en compte l'environnement et effectué des coupes sombres dans les crédits de la recherche et de la culture. Le libéral Justin Trudeau élu en 2015 vient de mettre fin au climato-scepticisme officiel.

Cette période est celle de la complète extension géographique de la Fédération par l'intégration des provinces de l'Ouest au début du XX<sup>e</sup> siècle jusqu'à, tardivement, celle de Terre-Neuve (1949). L'expansion territoriale est soutenue

## RECENSION / REVIEW

d'abord par une forte croissance naturelle, mais aussi par une importante immigration, fruit d'une politique volontariste. La population canadienne double presque en vingt ans pour atteindre 7,2 millions d'habitants en 1911. Actuellement, le Canada compte environ 37 millions d'habitants, soit une population multipliée par cinq en un siècle. En dehors des immigrants chinois appelés en Colombie britannique pour la construction des grandes lignes de chemin de fer, l'immigration a longtemps été essentiellement blanche et européenne en provenance de Russie, d'Allemagne, de Scandinavie, d'Europe de l'Est et Orientale, puis d'Italie et de Grèce. Ces dernières décennies, le relais a surtout été pris par l'Asie et l'Afrique du Nord. L'importance du pluralisme ethnique, de la mosaïque culturelle, fait l'originalité de la société canadienne. En 1971, Trudeau, tout en maintenant le bilinguisme, a développé un grand programme de multiculturalisme pour valoriser l'apport des Néo-canadiens<sup>1</sup>.

Très liée à celle de son puissant voisin américain, l'économie canadienne connaît un grand essor au début du XX<sup>e</sup> siècle, surtout après la crise de 1919-1921, notamment dans le secteur automobile. Avec l'augmentation du niveau de vie, c'est le début de la consommation de masse. Mais l'économie s'effondre à la suite de la crise de 1929, en dehors des banques qui résistent assez bien. Elle se redresse fortement avec les fournitures de guerre pendant la Seconde Guerre mondiale et poursuit son développement pendant les Trente glorieuses. Le *welfare state* s'instaure: allocations chômage en 1941, allocations familiales, régime universel de pension vieillesse pour tous les Canadiens en 1951 etc. L'immigration reprend et l'urbanisation s'accélère avec une concentration de plus en plus forte à Toronto, Montréal et Vancouver. La suite, dès 1972-1973, est cahotique avec une longue dépression aggravée de stagflation qui se poursuit jusque dans les années 1980 et un chômage qui monte à 13%. Le traité de libre-échange avec les Etats-Unis de 1989 est complété en 1994 par celui de l'ALENA qui inclut le Mexique. Le commerce se développe et l'économie se relève.

Jean-Michel Lacroix montre comment le Canada a gagné peu à peu son autonomie relativement à la tutelle britannique. Son entrée en guerre en 1914 au côté de la Grande-Bretagne et la conduite héroïque de ses soldats (batailles d'Ypres et de Vimy) lui ont valu de participer au Traité de paix et de devenir membre de la SDN en 1919. Le statut de Westminster en 1931 confirme la

---

<sup>1</sup> Pour davantage de précisions sur la diversité culturelle du Canada, on peut lire également les articles de Jean-Michel Lacroix réunis dans *Le Canada : un pays divers. La diversité culturelle au Canada vue par Jean-Michel Lacroix*. Ce choix de textes réunis par Hélène Harter et Serge Jaumain vient d'être publié chez P.I.E. Peter Lang (Bruxelles, 2016)

## RECENSION / REVIEW

pleine souveraineté du Canada et la maîtrise de sa politique étrangère qui se concrétise par l'ouverture d'ambassades. Cependant ce n'est qu'en 1947 que les Canadiens ne sont plus des sujets britanniques. Le premier ministre L.B. Pearson est à l'origine de la création des casques bleus en 1956, ce qui lui a valu le Prix Nobel de la Paix. A noter aussi que les Canadiennes ont toutes obtenu le droit de vote au niveau fédéral en 1918 et peu à peu, à partir de 1916, au niveau provincial (seulement en 1940 au Québec).

Les relations entre les provinces et le pouvoir central ne sont pas de tout repos. Les Maritimes marquées par l'effondrement des activités liées à la pêche se sentent souvent oubliées. Dans les provinces de l'Ouest dont l'agriculture est particulièrement soumise aux aléas climatiques, les revendications ont été portées par des tiers partis réformistes. Maintenant, elles veulent garder le bénéfice de leurs ressources énergétiques et minières.

Le Québec a manifesté violemment son refus de la conscription obligatoire pendant les deux guerres mondiales. Après avoir subi, de 1944 à 1959, le poids du conservatisme étroit de Duplessis, il affirme un grand dynamisme à partir de 1960 avec le gouvernement de Lesage. La Révolution tranquille, « le début d'un temps nouveau », amène de nombreuses réformes sociales, éducatives et religieuses (premier ministère de l'éducation) et la prospérité revient. Les aspirations indépendantistes s'affirment notamment par l'inauguration en 1961 de la Maison du Québec à Paris, une quasi-Ambassade. Par son discours du 24 juillet 1967 à la mairie de Montréal, de Gaulle semble légitimer un mouvement que René Lévesque institutionnalise par la création du Parti québécois (PQ) en 1968. Au pouvoir en 1976, Lévesque impose la loi 101 (affichage commercial en français) et la scolarisation en français des enfants d'immigrants. Mais le projet d'une indépendance conçue comme une souveraineté politique en association économique avec le Canada connaît un sévère échec lors du référendum de 1980. En 1982, Trudeau obtient le « rapatriement » de la Constitution, que refuse le Québec, avec l'adoption d'une charte de Droits et libertés pour les individus. Le PQ revenu au pouvoir provincial, Jacques Parizeau organise un nouveau référendum pour une souveraineté en partenariat avec le Canada en 1995. Le non (50,6 %), l'emporte de peu. En 1995-1997, le Québec ne réussit pas à se faire reconnaître comme « une société distincte », les autres provinces n'acceptant éventuellement que son « caractère unique ». Depuis, les aspirations indépendantistes semblent avoir beaucoup perdu de leur force, malgré le gouvernement PQ de 1998 à 2003 (Lucien Bouchard puis Bernard Landry). Pour Bouchard, l'économie est prioritaire et sa politique d'austérité, qui réussit, déroute les souverainistes. Les libéraux revenus avec

## RECENSION / REVIEW

Jean Charest, le Québec adopte en 2007 une politique « d'accommodements raisonnables » avec les immigrants non chrétiens. Le bref retour du PQ avec Pauline Marois (2012-2014) est un échec : elle ne réussit pas à faire adopter une charte des valeurs québécoises excluant tout signe religieux dans la fonction publique. En 2007, le Québec avait été reconnu comme une « nation » par la Chambre des Communes à Ottawa. Actuellement, l'indépendance ne paraît pas être la priorité de la jeune génération québécoise. Selon Jean-Michel Lacroix, le projet souverainiste est dans l'impasse car le PQ, divisé, n'a pas clairement choisi entre un souverainisme « inclusif, ouvert à la diversité », ou « une demande d'émancipation des Franco-Québécois d'héritage canadien-français » (p.403).

Sur le fond, l'auteur veut se garder de tout jugement partisan. Mais en ce qui concerne le troisième peuple, ou plutôt le premier, les Autochtones trop souvent oubliés, il prend davantage parti, mettant toujours en évidence leur situation, leurs revendications et leurs réalisations, de la « mal rencontre » du début en passant par la volonté assimilatrice de la loi sur les Sauvages de 1876 jusqu'au réveil des années 1970. Il en est résulté la création du Nunavut pour les Inuit du Territoire du Nord-Ouest (1993) puis, après les revendications des Cris et des Inuit du grand nord du Québec lors des grands barrages hydroélectriques, l'Entente de la Baie James en 1975 et la création du Nunavik pour les Inuit. Il reste que toutes les nations n'ont pas encore accès à une véritable autonomie gouvernementale.

Dans l'épilogue, l'auteur dresse le bilan de l'histoire du Canada et il en explore les perspectives. Ses analyses regroupées autour de trois questions centrales (l'immigration, la démographie et la diversité culturelle ; l'économie ; l'Etat multinational et l'avenir du fédéralisme) manifestent une grande acuité.

Ce beau travail, approfondi et complet (politique, démographie, économie et société), est servi par une écriture claire qui le rend très accessible. Jean-Michel Lacroix restitue, dans sa diversité et ses efforts d'unité, l'essentiel de l'histoire d'un grand Canada de maintenant dix provinces et trois territoires, ouvert sur trois océans, de l'Atlantique au Pacifique et, de plus en plus, jusqu'à l'Arctique.

**Jacques-Guy PETIT, professeur émérite d'histoire contemporaine  
(Université d'Angers)**